

# La voie de l'indépendance réelle

Cela fait des années, voire plus d'une décennie, que nous appelons de toute la force de nos écrits — hélas, bien loin d'égaliser l'image et le son — à une révision des choix économiques majeurs. Ayant découvert les vertus de l'économie de marché sur le tard, les responsables actuels, certainement convaincus de la l'inadéquation des choix précédents, avaient pensé qu'un changement à 180 degrés allait nous mener vers le paradis. Au mois de juillet 2008, la sentence est tombée de la bouche du principal responsable de cette mutation, M. Abdelaziz Bouteflika, qui reconnaissait que la politique menée jusque-là ne conduisait pas vers l'éden. Le chef de l'Etat avait prononcé le mot qui aurait dû réveiller tout le monde : ECHEC !

Le capitalisme, sous la forme connue ces dernières années, est moribond. On a beau dire qu'il s'en sortira plus fort après sa crise actuelle, tout indique que les pays symboles du capitalisme mondial vont plutôt renforcer la présence de l'Etat dans l'activité financière et les rouages économiques. Ce n'est qu'un début. Après la nationalisation en série de certaines banques, on parle carrément de la nationalisation de branches de l'économie en danger de mort. D'une manière générale, l'ère de l'ultralibéralisme est terminée. Les pays qui ont abandonné un certain équilibre et se sont laissés aller à un système déréglé, basé sur le seul profit, ont été les plus touchés par la crise. Il n'est pas surprenant que les premières secousses de ce séisme soient parties d'un secteur entièrement régi par la spéculation : l'immobilier. Les déséquilibres qui ont lézardé par la suite le mur du capitalisme financier ont montré que l'on venait d'atteindre les limites du système tout entier.

Quand une minorité contrôle et l'argent et le pouvoir, ses réflexes de classe l'emportent sur tout le reste. Sa voracité devient telle qu'elle oublie même les règles premières du capitalisme ! La mondialisation va lui ouvrir des perspectives dont elle ne rêvait même pas.

En s'installant dans des pays où les bas salaires des ouvriers lui permettent d'augmenter substantiellement ses bénéfices, les multinationales vont réaliser une opération doublement rentable puisqu'elle leur permet également de «casser» les classes ouvrières des grandes nations capitalistes. A ce titre, les délocalisations sont le visage le plus hideux de la mondialisation.

Nos pays sont tombés dans le piège : on leur a fait comprendre que c'était la seule voie possible pour se développer. Investissement étranger ! Le mot est lâché ! Qu'apporte réellement ce type d'investissement à nos pays ? Je viens de lire qu'une société avait planifié de réaliser chez nous une production dont elle allait exporter les 95 %. Visiblement, ce qui intéresse cette société est le bas prix de notre main-d'œuvre. Revoilà le temps de l'esclavage ! Et quand nous soulevons ces problèmes, on nous répond que les pays voisins se sont bien débrouillés avec cette politique. Je regrette, mais nos ambitions pour l'Algérie sont tout autres : la grande manne financière, les richesses de notre sous-sol (hydrocarbures et minerais de toutes sortes, à forte teneur de matières premières comme le fer, le phosphate, le zinc, le plomb, le manganèse, le mercure et même l'or et l'uranium !), la grande variété et l'étendue de nos terres, l'énorme capacité industrielle héritée des années soixante-dix et le formidable potentiel humain formé au forceps par la démocratisation de l'enseignement font que ce pays peut devenir un nouveau Canada ou une nouvelle Australie ! Pour y arriver, il suffit simplement de voir grand et d'abandonner les solutions qui nous sont proposées par ceux-là mêmes qui veulent nous maintenir dans l'état où nous sommes, c'est-à-dire dépendants d'eux pour nous nourrir et nous équiper. Il est possible de corriger le tir. Imaginons que nos décideurs aient choisi une autre voie. Imaginons que le même effort consenti pour les routes, l'eau et l'habitat au cours des dix dernières

années ait été fourni pour moderniser le tissu industriel existant et bâtir une forte industrie nationale indépendante ! Imaginons que les mafias de l'importation, qui ont mené notre pays à une dépendance totale vis-à-vis de l'étranger, n'aient pas réussi à tuer dans l'œuf toute tentative de produire ici et en quantités suffisantes nos pommes de terre, notre viande, notre lait, nos médicaments, nos équipements industriels ! Avec ces centaines de milliards de dollars disponibles, nous aurions pu développer toutes les activités industrielles en maintenant la mainmise de l'Etat sur les secteurs stratégiques. Regardez où nous en sommes avec Sonatrach et l'industrie pétrochimique qui est restée dans le giron de l'Etat et qui a continué à bénéficier de forts investissements publics ! On nous annonce que bientôt nous serons premiers au monde pour la production de gaz liquéfié ! On nous annonce que Sonatrach sera bientôt la deuxième compagnie pétrolière au monde ! Voilà ce que peut faire une stratégie d'indépendance nationale. Et une question à deux sous : que se serait-il passé si Sonatrach avait été privatisée et si le FLN de M. Ali Benflis n'avait pas bloqué le projet ? Et dire que nous aurions pu sauver notre industrie mécanique en agissant de la même manière, en maintenant la présence de l'Etat et en finançant la modernisation des installations. Nous aurions pu sauver l'industrie textile intégrée des années soixante-dix (du mouton au prêt-à-porter) ou celle du cuir. Nous aurions pu construire le second complexe sidérurgique prévu à Bellara qui devait fournir l'acier spécial nécessaire à notre industrie aéronautique en préparation !

Quand nous regardons en arrière, ce n'est pas simplement pour faire refluer des sentiments, c'est aussi parce que nous croyons sincèrement que les choix économiques de l'époque étaient les bons. J'entends des amis me dire : oui, mais maintenant tu as le choix entre Coca-Cola, Pepsi et toutes les marques mondiales ou encore : si tu avais la chance de dénicher un

bon Sonacome, il fallait patienter six mois avant d'avoir une bagnole dont la marque et le modèle sont choisis par l'Etat ou encore : les supermarchés regorgent de marchandises aujourd'hui...

A l'époque, il est vrai que l'on ne trouvait pas Coca-Cola partout et les voitures n'étaient pas dans les vitrines. Il est vrai aussi que l'Algérie n'importait pas tous les biscuits, jus, fromages qui nous inondent aujourd'hui. Elle ne le faisait pas parce que nos ressources en devises étaient encore faibles et qu'il fallait les utiliser avec parcimonie pour bâtir un minimum d'infrastructures. Mais la plus grande partie de ces ressources fut consacrée à la création d'une base industrielle d'une importance telle que notre pays fut baptisé le «Japon de l'Afrique». Cette industrie visait à transformer sur place nos richesses naturelles, ces matières premières que la colonisation destinait aux usines de la métropole. Partout, grâce à un programme ambitieux de construction d'unités clés en main, s'élevèrent des forteresses industrielles qui ont été détruites l'une après l'autre par la politique de privatisation. Des vautours ont profité de l'aubaine pour racheter ces usines à des prix dérisoires. Leur objectif : récupérer l'assiette foncière qui sera négociée cent fois le prix d'achat !

Il est toujours facile d'importer tout ce que l'on veut quand on a de l'argent. Lorsque nous achetons des produits importés dans ces supermarchés bariolés de couleurs et de marques, quel est le mérite de ceux qui dirigent notre économie ?

L'Algérie se trouve à la croisée des chemins. Il n'est plus possible de continuer le bricolage actuel au niveau économique. Lorsque l'Allemagne libérale veut nationaliser Opel pour la sauver et maintenir cette marque sur le marché mondial et lorsque la France investit de grosses sommes dans l'industrie automobile et se dit prête à en faire autant dans n'importe quel secteur stratégique en péril, nous ne comprenons pas les réticences de l'Etat algérien à sauver l'usine de tracteurs de Constantine ou le com-



Par Maamar FARAH  
[farahmaamar@yahoo.fr](mailto:farahmaamar@yahoo.fr)

plexe de grues de Béjaïa, pour ne prendre que ces exemples !

Il nous faut une autre politique économique. Mais, comme M<sup>me</sup> Hanoune — que nous rejoignons dans ses choix économiques — n'a aucune chance d'accéder à la magistrature suprême et comme c'est M. Bouteflika qui va diriger ce pays pour 5 ans encore, il nous reste à espérer qu'il empruntera une autre voie pour donner à l'industrie et à l'agriculture algériennes une orientation à même de les sauver et de les promouvoir dans leurs deux composantes : publique et privée. Oui, nous pouvons aller très loin en comptant sur ces deux secteurs et en les développant. Nous pourrions lancer des satellites avec nos propres fusées comme l'Iran et, bientôt, la Corée du Nord.

Il faut faire confiance aux cadres du secteur public et aux capitaines de l'industrie algérienne. Alors, ce jour-là, lorsqu'une multinationale nous menacera d'aller investir en Egypte, nous lui répondrons : «bon débarras, nous avons des hommes ici qui vous remplaceront». Mais faites vite, sinon un jour nous entendrons ce que nous craignons le plus. Nous entendrons nos propres hommes d'affaires — pas les trabandistes — mais les vrais, ceux qui prennent des risques en mettant leur argent dans l'investissement productif ; nous les entendrons dire : «bye bye, nous partons en Egypte nous aussi !»

M. F.

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

[laalamh@yahoo.fr](mailto:laalamh@yahoo.fr)  
[laalamhakim@hotmail.com](mailto:laalamhakim@hotmail.com)  
[hlaalam@gmail.com](mailto:hlaalam@gmail.com)

## Les salaires, l'homme aux yeux bleus et la cartomancienne myope !

Selon Zerhouni, «l'attentat de Jijel visait à créer un climat d'insécurité à la veille des élections.»

Selon moi, lorsqu'on n'a rien à dire, on se tait !

C'est proprement miraculeux ! Je dirais même plus, c'est «mékakuleux !» Cette histoire de hausse des salaires annoncée par Abdekka à partir de l'Oranie relève du miracle. Je ne vois pas d'autre explication. Eh oui ! Avant, lorsque le baril de pétrole se vendait à 120 dollars, lorsque la planète ne tremblait pas sous les effets de la crise financière, lorsque les dollars et les euros pleuvaient sur notre pays, produisant le joyeux tintement de la caisse enregistreuse gavée, la moindre revendication d'une hausse de leurs salaires par les travailleurs était considérée comme une hérésie par nos dirigeants, un acte profondément déraisonnable, et surtout un risque majeur de déstabilisation de nos chers équilibres macroéconomiques. J'entends encore aujourd'hui H'mimed nous mettre en garde sévèrement contre toute tentative de faire coïncider l'embellie financière que nous vivions alors avec une revalorisation des salaires. Et aujourd'hui, alors que les bourses mondiales ouvrent et ferment sur la baisse, alors que le pétrole peine à se stabiliser sous la barre des 40 dollars, alors que Chakib Khellil, ministre privé de l'énergie, avoue du bout de ses lèvres pincées une baisse des recettes de plus de 60% pour 2009, que nous sert le candidat indépendant de notre volonté Boutef' ? Que nous sort-il du cha-

peau du contribuable ? Une hausse des salaires. Que s'est-il donc passé ? Et ce pauvre équilibre macroéconomique ? Il n'est plus en danger, le petiot ? Où sont allées se cacher les règles prudentielles ? Que sont les appels à la sagesse économique devenus ? Impossible d'obtenir une réponse logique, sensée et cartésienne. J'ai donc eu recours aux services de la seule cartomancienne libre en ces temps de campagne présidentielle. Elle souffre de strabisme divergeant, mais je n'avais pas le choix, il me fallait des réponses. Contre un joli billet rouge frappé de la tête d'un ovin à cornes, la cartomancienne à lu dans ses cartes d'état-major civil et m'a fait cette révélation : ne cherche pas dans les manuels d'économie les raisons de ces augmentations de salaire. Compte plutôt les lunes. Et tu verras. En faisant la somme des lunes qui s'abîment derrière la ligne d'horizon, tu comprendras le secret de l'homme aux yeux aussi bleus que l'horizon. Tous les cinq ans, en années terrestres, l'homme aux yeux bleus est condamné au sacrifice des salaires. Un sacrifice dont il ne peut s'acquitter que durant ce cycle quinquennal. Et pas à n'importe quelle période du quinquennat. Le sacrifice doit se faire entre la quatrième lune finissante et la cinquième naissante. Ce qui, en termes de calendrier terrestre, équivaut à la période située entre la fin du mois de février et le début du mois de mars. Jamais en dehors. Ça porterait malheur ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

